

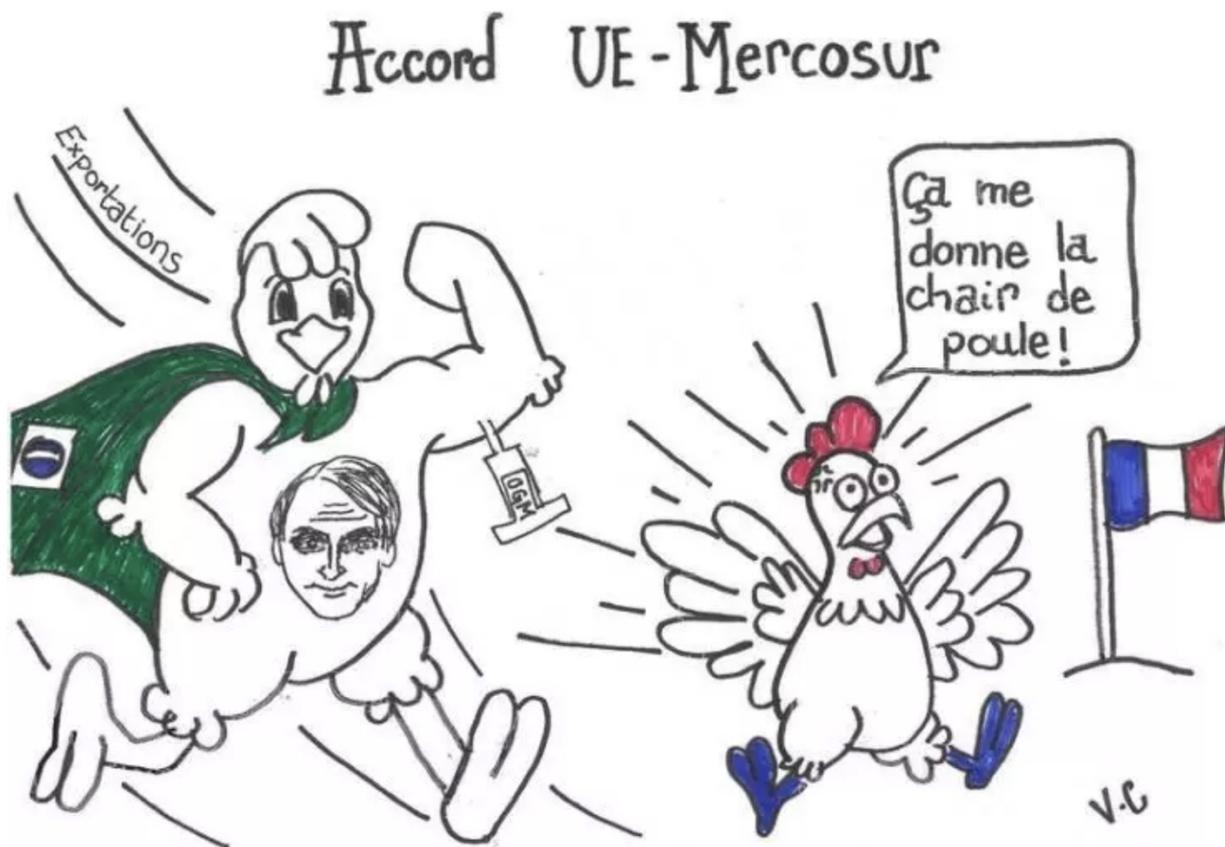
Qui dénonce l'accord de libre échange Mercosur-UE ? Écologie contre agriculture ?

écrit par Christine Tasin | 14 août 2024



La part des importations de poulet brésilien progresse en 2020

Publié le 30 avril 2021 - Par Rédaction Réussir



© Vyashini Chokupermal

Qui, à part Philippot ?

Réaction de Philippot sur Facebook

Florian Philippot

✘ Coup de tonnerre ! ✘

L'accord de libre-échange #Mercosur-UE sera finalisé à Brasilia entre le 4 et le 6 septembre ! Dans moins d'un mois !

« Quant à l'accord commercial le plus médiatisé de l'Union européenne, l'accord commercial UE-Mercosur, de nouveaux éléments indiquent qu'il sera adopté avant la fin de l'année, avec la confirmation qu'un nouveau cycle de négociations aura lieu à Brasilia entre le 4 et le 6 septembre » !

La France sera « mise en minorité » c'est déjà décidé, lisez ça ✘ « Comme l'a indiqué le Financial Times, les fonctionnaires européens seraient prêts à mettre en minorité la France et l'Autriche pour que celui-ci soit adopté » ! Et en fait [#Macron](#) est d'accord, mais ne le dira pas. Lisez ça aussi : « « Je suis certain qu'Emmanuel Macron comprend la valeur économique de l'accord pour la France et pour l'UE », a-t-il poursuivi, suggérant que même Paris pourrait discrètement accepter l'accord »...(propos de John Clarke, ancien directeur des relations internationales à la Direction générale de l'Agriculture et du Développement rural de la Commission – DG AGRI) !

✘ **L'UE va finir de tuer nos paysans.**

Comme elle a « la compétence exclusive » du commerce d'après les Traités on ne pourra rien faire.

D'autant que Macron en secret dit oui.

Ça ne servira que les intérêts des industriels allemands !

Attention ! Toute force politique ou syndicale qui fera semblant d'être indignée par ça alors qu'elle refuse le [#Frexit](#) se paiera votre tête et se paiera la tête des paysans ! Sachez-le d'ores et déjà ! Car il n'y AUCUN moyen d'y échapper si on accepte de rester dans l'UE ! Aucun

!

Tout ne sera que théâtre et gesticulations !

✘ Sauver notre agriculture, manger bien, sain et proche, rémunérer nos paysans passe par le Frexit !

Alors on s'y met ! ✘ Frexit : <https://soutien.les-patriotes.fr>
<https://www.facebook.com/philippot.fr>

LE CETA ET LE MERCOSUR BIENTÔT DANS NOS ASSIETTES...



En complément, quelques extraits d'articles que Résistance républicaine a déjà publiés sur le sujet

Alors que nos paysans, plombés par les normes environnementales imposées par l'Union Européenne, dénoncent la concurrence déloyale qui leur est adressée par le reste du monde, notamment par les pays d'Amérique du Sud où l'environnement fait l'objet de moins d'attentions, la bureaucratie bruxelloise, bras armé de la caste mondialisée, vient d'apporter une réponse claire, nette et précise aux revendications ordinaires : le 9 janvier, les négociations ont repris, en vue de conclure le [traité de libre-échange avec le Mercosur](#), interrompues au printemps dernier. L'objectif est assez clair, à en croire Politico : la Commission actuelle est convaincue qu'elle peut aboutir à une conclusion avant l'été 2024. C'est le principe Jean-Claude Dusse : je sens que je vais conclure !

<https://resistancerepublicaine.com/2024/01/31/reponse-de-lue-aux-agriculteurs-en-forme-de-bras-dhonneur-on-va-faire-du-libre-echange-avec-le-mercotur/>



Selon Rupert Schlegelmilch, négociateur en chef de l'UE pour l'accord UE-Mercosur, Bruxelles se prépare à une approbation rapide de l'accord commercial controversé avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) après les élections européennes de juin.

M. Schlegelmilch s'est rendu dans les quatre pays du Mercosur la semaine dernière pour régler les détails techniques de l'accord qui, s'il est signé, sera le plus ambitieux jamais conclu par l'Union européenne, puisqu'il couvrira 10 % de la population mondiale et 20 % du PIB de la planète.

Dans un entretien accordé au journal brésilien [Folha de S. Paulo](#) le 2 mai, M. Schlegelmilch a confirmé qu'il travaillait avec les pays d'Amérique latine afin de sceller l'accord si l'opportunité se présentait après le mois de juin.

« L'accord est bien toujours d'actualité. Le fait est que la Commission [européenne] négocie toujours », a déclaré M. Schlegelmilch au journal. « **Nous avons un mandat de tous les États membres, y compris de la France, pour le faire** », a-t-il souligné.

Après deux décennies de négociations, l'UE et les pays du Mercosur sont parvenus à un accord politique sur le texte final en 2019.

Toutefois, sa ratification a été bloquée en raison de préoccupations environnementales et de craintes concernant son impact sur le secteur agricole de l'UE, soulevées par certains États membres de l'UE, dont la France.

« Je vais être très honnête : en ce moment, avec les élections et les agriculteurs dans les rues dans beaucoup d'endroits en Europe, ce n'est tout simplement pas le bon moment. Nous devons donc attendre la fin des élections », a déclaré M. Schlegelmilch.

Dans le contexte des manifestations d'agriculteurs, Paris a récemment redoublé de critiques concernant l'accord commercial et a même fait pression sur la Commission européenne en janvier pour qu'elle interrompe complètement les négociations.

Lors d'une récente visite au Brésil, Emmanuel Macron a qualifié le texte élaboré il y a 20 ans de « dépassé » et a demandé l'ouverture de négociations sur un nouvel accord en repartant de zéro.

En réponse à ces commentaires, M. Schlegelmilch a confié à EFE, média partenaire d'Euractiv, que l'accord était constamment mis à jour pour se conformer aux normes les plus récentes.

« **Au cours des trois dernières années, nous avons veillé à ce que l'accord soit à jour avec tout ce qu'implique un**

accord commercial moderne, donc je ne comprends pas pourquoi le président Macron a dit cela », a-t-il déclaré.

À Bruxelles, la Commission s'est montrée moins loquace sur la possibilité de finaliser l'accord cette année, alors que le sujet est devenu de plus en plus polémique au sein du secteur agricole de l'UE.

Un porte-parole de l'exécutif de l'UE a expliqué à Euractiv mercredi (8 mai) que l'UE et les pays du Mercosur restaient en contact à un niveau technique.

« L'objectif de l'UE reste de s'assurer que l'accord permette d'atteindre les objectifs de durabilité de l'UE tout en respectant les sensibilités de l'UE dans le secteur agricole», a ajouté le porte-parole.



Un équilibre délicat

Malgré l'intention de la Commission d'agir rapidement et d'approuver l'accord après les élections, le soutien des États membres au sein du Conseil sera crucial.

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et commissaire européen au Commerce de 1999 à 2004, a expliqué à Euractiv que **les éléments commerciaux de l'accord, qui relèvent de la compétence exclusive de l'UE, pourraient être appliqués provisoirement, de manière similaire à l'Accord économique et Commercial Global (AECG/CETA) entre l'UE et le Canada.**

Toutefois, cela nécessite également l'approbation du

Parlement européen et d'une majorité qualifiée d'États membres au sein du Conseil, représentant au moins 65 % de la population de l'Union.

Pour M. Lamy, l'adhésion des ministres dépendra du contenu de l'accord en matière d'environnement, comme les engagements à mettre en œuvre l'accord de Paris sur le climat ou des garanties supplémentaires sur la déforestation.

Il a suggéré que ces garanties environnementales renforcées pourraient être utilisées contre les intérêts agricoles au sein du Conseil.

« Si je prends un pays comme la France, par exemple, ils sont soumis à une forte pression de la part des agriculteurs pour qu'ils n'acceptent pas [l'accord] », a déclaré M. Lamy.

« Il pourrait être indispensable pour la Commission, et pour les Français [...] ou quiconque serait dans une minorité de blocage de dire "regardez, les changements du côté de l'agriculture sont minimes et entre-temps, nous avons obtenu plus de garanties du côté de l'écologie" », a-t-il ajouté.

M. Lamy a également souligné l'influence de la France au sein du Conseil, notant que Paris prenait rarement part aux minorités perdantes.

« La question est de savoir si la Commission et quelques autres pays sont prêts à mettre la France en minorité. »

<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/ue-mercotur-bruxelles-envisage-un-accord-apres-les-elections-selon-le-negociateur-en-chef-de-lue/>